

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

**Un Trotskyste  
en Pologne**

p. 6 et 7

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALEN° 62. — 1<sup>re</sup> QUINZ. — MAI 1957

BI-MENSUEL: 30 fr.

**POUR LA FIN DE LA SALE GUERRE — POUR LES REVENDICATIONS****VERS UN GOUVERNEMENT AU SEUL SERVICE DES TRAVAILLEURS**

LES combats se multiplient en Algérie. Des zones qu'on annonçait pacifiées — tel le Nord Constantinois — sont à nouveau le théâtre d'engagements violents. Les organisations de résistance algérienne, décapitées par la répression, renaissent rauidement. De plus en plus, il apparaît impossible que la simple poursuite des opérations permette aux colonialistes français de remporter un succès militaire décisif.

En même temps que la guerre, s'accroissent les difficultés pour le gouvernement français: difficultés économiques, dont le déficit budgétaire n'est qu'un aspect; difficultés politiques, nées de l'hostilité des masses qui peut s'exprimer à chaque instant, en dépit des mesures de basse police prises par le gouvernement contre la presse d'opposition. Dans tous les domaines, la France est dans une impasse, dont elle ne pourrait sortir qu'en modifiant profondément l'orientation actuelle de sa ligne d'action militaire et de sa politique intérieure.

Toutes les fractions de la bourgeoisie, conscientes de cet état de choses, cherchent à formuler les modalités d'une solution. Mais les contradictions du capitalisme français sont telles qu'il n'est aucune politique qui résolve pleinement les difficultés énormes qu'occasionne la guerre. Aussi n'est-il pas de solution qui rallie l'ensemble de la classe dirigeante.

L'extrême-droite, dont les fascistes d'Algérie constituent l'aile marchante, n'envisage que la poursuite de la guerre qui ne peut être efficace, à la longue, que par une véritable mobilisation de l'ensemble du pays pour la défense de la présence colonialiste en Algérie. Une telle politique suppose que soit muselée l'opposition en France et entravé le mouvement ouvrier dont les revendications de salaires mettent en cause la stabilité économique précaire du régime. Dans cette voie, il n'est pas d'issue en dehors de l'instauration d'un gouvernement fort. Solution idéale sur le papier, qui se heurte dans les faits à une série de difficultés, dont la principale est le renouveau de la combativité ouvrière qu'aucune fraction bourgeoise ne peut songer à heurter de front à l'heure actuelle. Aussi, malgré l'indéniable renforcement des mouvements fascistes en France, l'heure n'est pas encore sonnée pour les Franco au petit pied qui fourbissent leurs galons dans les coulisses.

Les partisans de la force pure rencontreraient l'hostilité des Etats-Unis qui voudraient voir guéri l'abcès algérien, gênant pour la conduite de leur politique au Moyen-Orient. Parallèlement, les représentants les plus importants des milieux politiques bourgeois se prononcent pour des solutions de compromis en Algérie. Une des plus répandues consisterait à accorder une certaine indépendance à l'Algérie, dans le cadre d'une Fédération Nord-Africaine, elle-même intimement liée à la France. En appliquant cette politique, on résoudreait bien sûr bien des difficultés économiques. Encore faut-il pouvoir l'appliquer. Les partisans de telles mesures n'envisagent guère d'accord avec le Front de Libération qui exige l'indépendance de l'Algérie: ils cherchent en Bourguiba un quelconque représentant d'une bourgeoisie locale, capable de faire accepter aux masses algériennes une solution intermédiaire. Mais ce genre d'interlocuteur valable n'existe pas en Algérie, où seule la résistance armée a un caractère représentatif. D'autre part, un compromis en Algérie aurait la signification d'un échec de l'impérialisme français. Quelles conséquences en Afrique Noire! Quelles conséquences aussi sur le plan intérieur français, où toutes les luttes politiques actuelles rebondiraient.

Aussi, dans l'immédiat, il n'est pas d'issue non plus dans cette voie pour la bourgeoisie. Le déroulement du dernier Congrès radical le montre bien. Pierre Mendès-France, appuyé par la majorité des délégués, y prononça

Jean ROBLIN.

*(Suite à la dernière page)*

## Le seul véritable désarmement, celui de la bourgeoisie

Au même moment où la 6<sup>e</sup> flotte américaine se déplaçait en direction des côtes du Liban pour faire pression au Moyen-Orient, les négociations depuis longtemps engagées au sujet du désarmement paraissent faire certains pas en avant. Il ne s'agit pas là d'une incohérence des hommes qui dirigent les grandes puissances, mais d'un reflet tout à fait typique de la situation actuelle.

A travers le monde se trouvent de nombreux foyers de guerre, en premier lieu l'Allemagne et le Moyen-Orient. Sur un certain nombre de points névralgiques, USA et URSS s'opposent avec vigueur et mènent, surtout les USA, un jeu très osé. La diplomatie américaine n'hésite pas à avancer jusqu'au « bord de l'abîme » pour reprendre les termes mêmes de Foster Dulles. La diplomatie soviétique se montre en général plus prudente, mais n'hésite pas à l'occasion à parler en termes peu diplomatiques. C'est ainsi que le gouvernement Adenauer a été averti qu'il s'engageait sur une voie où il ferait de son pays un cimetière.

Mais ces deux grandes puissances, tout en se livrant à une série d'épreuves de force qui peuvent aller au delà de leurs intentions initiales, cherchent en même temps,

pour le moment, à trouver une sorte de modus vivendi. L'une et l'autre, conscientes des énormes dangers, des dangers difficilement mesurables, qu'entraînerait une guerre généralisée, s'efforcent de trouver les moyens de ne pas trop perturber un « équilibre » profondément instable, d'éviter un glissement considérable du rapport des forces dans certaines parties du monde. Quand la France et l'Angleterre se sont engagées dans l'aventure de Suez, les USA et l'URSS ont toutes deux agi sur ces deux prétendues « puissances » pour éviter un embrasement général à partir du canal de Suez; mais en obligeant Français et Anglais à cesser le feu, Américains et Soviétiques se sont trouvés aussitôt face à face dans cette même région du monde. Mais, ce qui dérange à tout instant les plans des uns et des autres, ce sont les forces pour eux « incontrôlables », en premier lieu les mouvements des masses coloniales.

La question du désarmement, qui se situe dans cette recherche d'un modus vivendi est à l'ordre du jour depuis longtemps devant une Commission des Nations Unies. A vrai dire ce n'est pas la première fois qu'il en est ainsi. Entre les

Pierre FRANK.

*(Suite à la dernière page)*